

TRADUCTION

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FLAMANDE

F. 81 — 738

3 AVRIL 1981. — Décret instaurant un prix de l'Etat triennal pour la traduction de littérature néerlandaise (1)

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Le Conseil flamand a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1er. Le présent arrêté règle une matière visée à l'article 59bis de la Constitution.**Art. 2.** Un prix de l'Etat est instauré pour la traduction de littérature néerlandaise.

Il est décerné tous les trois ans à la meilleure traduction d'une œuvre littéraire d'un auteur belge de langue néerlandaise qui est publiée hors de la région linguistique néerlandaise.

Le traducteur peut être de nationalité étrangère ou de nationalité belge.

Art. 3. Le montant du prix s'élève à deux cents mille francs; il est indivisible et ne peut être attribué qu'à une seule personne.

Le montant peut être adapté par le Ministre ayant la Culture néerlandaise dans ses attributions.

Art. 4. Le Ministre ayant la Culture néerlandaise dans ses attributions décerne ce prix, sur avis d'une commission nommé par lui.

(1) Session 1980-1981.

Documents. — Projet de décret : 65 - N° 1. — Rapport : 65 - N° 2.

Annales. — Discussion et adoption. Séance du 26 février 1981.

Cette commission de consultation est composée de cinq membres. Le membre le plus âgé remplit la fonction de président, le plus jeune celle de secrétaire.

A défaut d'une œuvre de qualité, cette commission de consultation peut proposer au Ministre de ne pas attribuer le prix.

Art. 5. Le prix ne peut être attribué deux fois de suite au même traducteur.**Art. 6.** Le prix sera décerné pour la première fois en 1983.Promulguons le présent arrêté, ordonnons qu'il soit publié par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 3 avril 1981.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Communauté flamande,

G. GEENS

Le Secrétaire d'Etat à la Communauté flamande,

Mme H. DE BACKER-VAN OCKEN

MINISTÈRE DES FINANCES

F. 81 — 739

16 AVRIL 1981

Arrêté royal réorganisant le Conseil supérieur des Finances

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi de redressement du 10 février 1981 relative aux dispositions fiscales et financières, notamment l'article 26;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 13 mars 1981;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Il est institué auprès du Ministère des Finances, un Conseil supérieur des Finances.**Art. 2.** Le Conseil est chargé d'assister le Ministre des Finances dans l'élaboration et l'application des lois, des règlements et de toutes mesures relatifs à la politique financière et à la politique fiscale.**Art. 3.** Les attributions du Conseil supérieur des Finances sont de nature purement technique et consultative.

Le Conseil délibère sur les objets qui lui sont soumis par le Ministre des Finances.

Il peut également délibérer sur tous autres objets entrant dans sa compétence et, en particulier, sur les questions relatives à la coordination de l'activité des différents organismes financiers relevant tant du secteur public que du secteur privé. En ce cas, l'adoption d'une résolution requiert la majorité des deux tiers des membres présents.

Le Conseil remet au Ministre des Finances, à la demande de ce dernier ou de sa propre initiative, des avis ou lui soumet des propositions. Il peut notamment proposer d'adresser aux divers

MINISTERIE VAN FINANCIËN

N. 81 — 739

16 APRIL 1981

Koninklijk besluit tot reorganisatie van de Hoge Raad van Financiën

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de herstellwet van 10 februari 1981 inzake de fiscale en financiële bepalingen, inzonderheid op artikel 28;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 13 maart 1981;

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Er wordt bij het Ministerie van Financiën, een Hoge Raad van Financiën ingesteld.**Art. 2.** De Raad is ermee belast de Minister van Financiën bij te staan bij de voorbereiding en de toepassing van de wetten, van de verordeningen en van alle maatregelen betreffende het financieel en het fiscaal beleid.**Art. 3.** De bevoegdheden van de Hoge Raad van Financiën zijn van louter technische en raadgevende aard.

De Raad beraadslagt over de problemen die hem worden voorgedragen door de Minister van Financiën.

Hij kan ook beraadslagen over alle andere onderwerpen waarvoor hij bevoegd is en, inzonderheid, over de vraagstukken betreffende de coördinatie van de werkzaamheid van de verschillende financiële instellingen zo van de openbare als van de particuliere sector. In dat geval is de tweederde-meerderheid van de aanwezige leden vereist opdat een beslissing kan worden aangenomen.

De Raad verstrekt aan de Minister van Financiën, op aanvraag van deze laatste of op eigen initiatief, adviezen of legt hem voorstellen voor. Hij kan namelijk voorstellen aan de verschillende

organismes visés à l'alinéa 3 des recommandations concernant leurs opérations d'emprunt et de réception de dépôts, leurs opérations de crédit et leurs placements.

Art. 4. Le Conseil est présidé par le Ministre des Finances qui désigne un vice-président chargé de le remplacer, en cas d'absence ou d'empêchement. Le président dirige les débats mais ne participe pas au vote.

La composition du Conseil est déterminée comme suit :

Six membres du Conseil représentent respectivement le Ministre des Finances, le Ministre des Affaires économiques, le Ministre de la Prévoyance sociale, le Bureau du plan, la Banque Nationale de Belgique et la Commission bancaire.

Chacun de ces membres est désigné par le Ministre ou l'institution intéressée.

Le Roi nomme, en outre, selon les modalités qu'il détermine :

1° huit membres appartenant aux secteurs des institutions financières, publiques ou privées;

2° huit membres choisis en raison de leur compétence particulière dans le domaine fiscal;

3° huit membres choisis en raison de leur compétence particulière dans le domaine économique et financier.

Art. 5. Le mandat des membres du Conseil, nommés par le Roi, est de cinq ans; il est renouvelable.

Art. 6. Un bureau est chargé de préparer et d'organiser les travaux du Conseil.

Il est présidé par le président du Conseil ou à son défaut par le vice-président, et comprend les membres du Conseil désignés à cette fin par le Ministre des Finances, suivant les modalités fixées par le règlement d'ordre intérieur du Conseil. Le Conseil peut constituer en son sein des groupes de travail dont il détermine la mission et la composition.

Art. 7. Un secrétariat, dont les membres sont désignés par le Ministre des Finances, est chargé d'assister le Conseil, le bureau et les groupes de travail. Il peut être assuré par les services du Ministère des Finances. Le Conseil peut conférer le titre de secrétaire général du Conseil à la personne qui assure la direction du secrétariat.

Art. 8. Le Conseil arrête son règlement d'ordre intérieur, sous l'approbation du Ministre des Finances.

Ce règlement peut prévoir, aux conditions qu'il détermine, l'attribution de jetons de présence, d'indemnités, ou le remboursement de frais, aux membres du Conseil ainsi qu'aux membres du personnel du secrétariat. Les membres de ce personnel qui seraient choisis en dehors de l'administration, peuvent recevoir une rémunération.

Art. 9. Le Conseil, le bureau et les groupes de travail ont la faculté d'entendre, au cours de leurs travaux, les personnes dont l'avis leur paraît utile. Ils peuvent, le cas échéant, recourir au concours d'experts.

Art. 10. Chaque année le Conseil établit un rapport sur ses activités. Ce rapport est publié au *Moniteur belge*.

Art. 11. Lorsqu'une recommandation adressée à certains organismes financiers, sur proposition du Conseil, n'a pas été suivie d'effet, le Ministre des Finances peut, sans préjudice à l'exercice d'autres droits que la loi lui confère, rendre publique cette recommandation accompagnée de la liste des organismes qui ne s'y seraient pas conformés dans le délai prescrit.

Art. 12. L'arrêté royal n° 17 du 23 mai 1967 réorganisant le Conseil supérieur des Finances est abrogé.

Art. 13. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 14. Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril — Espagne, le 16 avril 1967.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,

R. VANDEPUTTE

in het derde lid bedoelde organismen aanbevelingen te richten, betreffende hun verrichtingen in verband met het uitgeven van leningen en het opnemen van deposito's, hun kredietoperaties en hun plaatsingen.

Art. 4. De Raad wordt voorgezeten door de Minister van Financiën, die een vice-voorzitter aanwijst, belast om hem te vervangen in geval van afwezigheid of belet. De voorzitter leidt de debatten, maar neemt niet-deel aan de stemming.

De samenstelling van de Raad is als volgt bepaald :

Zes leden van de Raad vertegenwoordigen respectievelijk de Minister van Financiën, de Minister van Economische Zaken, de Minister van Sociale Voorzorg, het Planbureau, de Nationale Bank van België en de Bankcommissie.

Ieder van die leden wordt aangewezen door de Minister of door de belanghebbende instelling.

De Koning benoemt bovendien, volgens de regels die Hij bepaalt :

1° acht leden behorend tot de sector van de openbare of particuliere financiële instellingen;

2° acht leden gekozen om reden van hun bijzondere kennis op fiscaal gebied;

3° acht leden gekozen om reden van hun bijzondere kennis op economisch en financieel gebied.

Art. 5. Het mandaat van de door de Koning benoemde leden van de Raad duurt vijf jaar; het kan worden vernieuwd.

Art. 6. Een bureau is belast met de voorbereiding en organisatie van de werkzaamheden van de Raad.

Het wordt voorgezeten door de voorzitter van de Raad of, als hij er niet is, door de vice-voorzitter, en omvat de leden van de Raad tot dit doel aangewezen door de Minister van Financiën, volgens de modaliteiten bepaald door het huishoudelijk reglement van de Raad. De Raad kan in zijn schoot werkgroepen oprichten waarvan hij de taak en de samenstelling bepaalt.

Art. 7. Een secretariaat, waarvan de leden aangewezen worden door de Minister van Financiën, staat de Raad, het bureau en de werkgroepen bij. Het mag verzekerd worden door de diensten van het Ministerie van Financiën. De Raad mag de titel van secretaris-generaal van de Raad toekennen aan de persoon die de leiding van het secretariaat waarneemt.

Art. 8. De Raad stelt zijn huishoudelijk reglement op, onder de goedkeuring van de Minister van Financiën.

Dat reglement kan, onder de voorwaarden welke het bepaalt, voorzien in de toekenning van presentiegeld, van vergoedingen, of in de terugbetaling van onkosten aan de leden van de Raad, alsook aan de personeelsleden van het secretariaat. De leden van dit personeel die zouden gekozen zijn buiten de administratie kunnen een bezoldiging ontvangen.

Art. 9. De Raad, het bureau en de werkgroepen kunnen, in de loop van hun werkzaamheden, de personen horen van wie het advies hen nuttig voorkomt. Desgevallend kunnen zij een beroep doen op deskundigen.

Art. 10. Ieder jaar stelt de Raad een verslag over zijn werkzaamheden op. Dat verslag wordt in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

Art. 11. Wanneer een op voorstel van de Raad aan sommige financiële organismen gerichte aanbeveling zonder gevolg is gebleven, mag de Minister van Financiën, onverminderd de uitoefening van andere rechten welke hem door de wet worden verleend, deze aanbeveling openbaar maken met toevoeging van de lijst van de organismen die deze niet binnen de voorgeschreven termijn zouden nageleefd hebben.

Art. 12. Het koninklijk besluit nr. 17 van 23 mei 1967 tot reorganisatie van de Hoge Raad van Financiën wordt opgeheven.

Art. 13. Dit besluit treedt in werking op de dag van zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 14. Onze Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril — Spanje, 16 april 1967.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,

R. VANDEPUTTE